

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté préfectoral n°65-2025-12-01-00001

**portant levée de mise en demeure à l'encontre de la SAS OMYA
de respecter les prescriptions applicables aux activités d'exploitation d'une carrière de
marbre « rouge » au lieu-dit « Le Pourtaillon » sur le territoire de la commune de Sost**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514 - 5, L.516-1 et L.516-6 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 3 juillet 2025 portant nomination de Mme Émeline BARRIÈRE en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°65-2017-03-31-002 du 31 mars 2017, autorisant la S.A. ONYX MARBRES GRANULES (OMG) à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Le Pourtaillon » sur le territoire de la commune de Sost ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2018-10-18-002 du 18 octobre 2018, transférant le bénéfice de l'autorisation de la carrière de marbre susvisée à la SAS OMYA ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2023-02-06-00003 du 6 février 2023 portant mise en demeure à l'encontre de la SAS OMYA de respecter les prescriptions applicables aux activités d'exploitation d'une carrière de marbre « rouge » au lieu-dit « Le Pourtaillon » sur le territoire de la commune de Sost ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2025-07-28-00001 du 28 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Émeline BARRIÈRE secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 27 octobre 2025, relatif à la visite d'inspection du 23 octobre 2025 de l'établissement SAS OMYA, implanté lieu-dit « Le Pourtaillon » à Sost, proposant la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2023-02-06-00003 du 6 février 2023 portant mise en demeure sont respectées ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRÊTE

Article 1 :

La mesure de mise en demeure notifiée à l'exploitant par arrêté préfectoral n°65-2023-02-06-00003 du 6 février 2023 est levée.

L'arrêté préfectoral susmentionné est abrogé.

Article 2 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sost et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie de Sost pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par Mme la maire de la commune de Sost et sera envoyé à la préfecture : DCPAT – Bureau environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 : Exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de la DREAL Occitanie,
- Mme la maire de la commune de Sost,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées et dont une copie sera adressée :

pour notification à la SAS OMYA

pour information à :

- Mme la procureure de la république près le tribunal judiciaire de Tarbes,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées,
- Mme la sous-préfète de Bagnères-de-Bigorre.

Fait à Tarbes, le - 1 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Émeline BARRIÈRE

Délai et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La décision mentionnée peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article [R. 181-51](#), l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.